

EXTÉRIEUR.

ALLEMAGNE

Vienne, le 8 juin.

M. le général Bellegarde est parti dernièrement pour la Gallicie, chargé d'une mission.

— Les gouverneurs des différentes provinces autrichiennes doivent être, dit-on, appelés incessamment à Vienne, pour recevoir des instructions sur l'organisation militaire qui va avoir lieu; on ajoute qu'il y a maintenant sous presse une patente relative à cet objet. (*Gazette de France.*)

BAVIÈRE.

Munich, le 12 juin.

Depuis cinq jours nous sommes ici dans les fêtes, et nos journaux ne sont remplis que des détails relatifs au mariage de notre princesse royale. La représentation du nouvel opéra d'*Adelasia et Aleramo*, qui s'est faite aux frais du roi et avec la plus grande pompe, a eu beaucoup de succès. La famille royale et le prince de Wurtemberg ont été reçus par le public avec enthousiasme. Le 10, M. Garnerin a fait son ascension: le roi et toute la cour y ont assisté. Elle a eu lieu dans l'une des cours de notre château, et a parfaitement réussi. Le ballon était surmonté des drapeaux de Bavière et de Wurtemberg, et orné du pavillon de France. Le voyage aérien de M. Garnerin a été très-heureux: il est descendu au-delà de Fochring.

— On écrit de Prague que, le 6 juin, on y a célébré une fête en l'honneur du mariage de l'empereur d'Autriche. Le grand-duc de Wurtemberg a passé deux jours dans cette ville, d'où il s'est ensuite mis en route pour le cercle de Czeslau.

Il est question de convoquer les états provinciaux de la Haute et de la Basse-Autriche; l'époque de la réunion n'est pas encore connue.

(*Publiciste.*)

ROYAUME DE WESTPHALIE.

Cassel, le 14 juin.

Un décret royal du 12 de ce mois contient les dispositions suivantes:

Vu notre décret du 9 janvier, qui rappelle tous les Westphaliens qui se trouvent au service militaire des puissances étrangères; considérant que le délai de six mois accordé pour se conformer aux dispositions du décret, est près d'expirer; qu'un grand nombre de Westphaliens sont restés au service étranger sans avoir demandé notre autorisation;

Nous avons décrété et décrétons:

Dès la réception du présent décret, les préfets veilleront à ce qu'aucun Westphalien, officier ou soldat au service d'une puissance étrangère, ne trouvant actuellement dans le royaume, n'en puisse sortir pour aller rejoindre son corps. Ceux qui iraient rejoindre seront punis. Il est enjoint à la gendarmerie, et à tout commandant des places, villes ou postes, dans les quatre lieues frontières, de les arrêter et de les faire conduire de brigade en brigade dans leur domicile, où il sera statué à leur égard ce qu'il appartiendra. Les préfets feront saisir et séquestrer, à l'expiration du délai de six mois, les biens des officiers et soldats qui n'auront pas quitté le service militaire étranger. Ceux qui n'ont pas de biens saisissables, seront réputés déserteurs et traités comme tels, s'ils ne sont pas revenus dans le royaume dans sept semaines, à compter de ce jour.

(*Journal de l'Empire.*)

WURTEMBERG.

Stuttgart, le 15 juin.

S. M. le roi de Wurtemberg, ainsi qu'on l'avait déjà annoncé, a créé, à l'occasion du mariage de S. A. R. le prince héréditaire de Wurtemberg, quatre charges de la couronne, qui seront héréditaires; savoir: celles de maréchal dans la maison princière de Hohenlohe; de grand-maître dans la maison princière de Waldbourg; de grand-

chambellan parmi les princes et comtes de Loewenstein; de banneret parmi les comtes de Zepelin. Les plus anciens membres de chacune de ces maisons seront revêtus de ces charges, et en rempliront les fonctions lors des grandes cérémonies; ils porteront pour marque distinctive la décoration de la noblesse, garnie en diamans. S. M. a, en outre, élevé M. le baron de Mandelslohe, ministre des finances, à la dignité de comte, et donné le grand Ordre de l'Aigle d'or à M. le comte de Taube et M. le comte de Gorlitz. M. le conseiller intime de Riedesel a été nommé grand-croix de l'Ordre civil du Mérite; le colonel et adjudant-général de Dillen, le capitaine de Berlichingen, le directeur de police Schmitz et le chambellan de Gemmingen, ont été nommés commandeurs de cet Ordre. (*Gazette de France.*)

ROYAUME DE HOLLANDE.

Amsterdam, le 16 juin.

S. M. continue d'habiter son château de Loo. Elle y a reçu dimanche dernier le serment de M. Citters, nommé secrétaire du directeur-général du trésor public.

On croit que vers la fin de ce mois S. M. ira inspecter les troupes qui se trouvent aux camps de Wasdorp et d'Amersfort.

— La première souscription qui avait été formée sous l'autorisation de S. M., pour un armement en course, ayant été promptement remplie, et ayant même déjà donné les plus heureux résultats, il vient d'en être ouvert une seconde. Les actions sont de 500 florins.

(*Courier de l'Europe.*)

ROYAUME DE NAPLES.

Naples, le 6 juin.

La banque est supprimée, et remplacée par la banque royale; les créanciers de la banque deviennent par-là les créanciers du roi. Le gouvernement s'est aussi chargé de toutes les dettes actives et passives des monastères supprimés.

— On apprend de Ferentino que dans la nuit du 20 au 21 mai, vers les trois heures du matin et au moment du lever de la lune, il se forma dans cette ville et aux environs une épaisse obscurité dans l'air, et que quelques minutes après, on vit sur les montagnes voisines des flammes très-vives qui se rapprochèrent pour composer deux globes de feu, lesquels coururent de l'est au sud avec la rapidité d'un boulet de canon, ensuite se réunirent avec grand bruit, et puis éclatèrent avec un bruit plus grand encore, et qui fut entendu de tous les pays voisins. Ce météore singulier a du reste excité beaucoup de curiosité parmi les physiiciens, un peu de frayeur dans les âmes timides et superstitieuses, et n'a pas causé le plus petit dégât dans le pays.

(*Idem.*)

Du 12 juin.

Avant-hier, 10, le tribunal extraordinaire a condamné à la peine de mort les nommés Onofra Viscardi, pharmacien, et Dominique Viscardi son fils; Pierre Frulio, marchand mercier; Jean Schioppa, menuisier; François Jazelli, négociant; Valenti, jardinier; Nicolas Petrazzo, cocher; comme auteurs et complices d'une explosion qui a eu lieu, la nuit du 30 au 31 janvier dernier, dans le palais du ministre de la police du royaume de Naples, Salicetti. Les débats ont duré quatre jours; on a entendu dans cette affaire 140 témoins, deux dénonciateurs, dont un public et l'autre secret. Les accusés étaient au nombre de 17. Voici les principaux faits consignés dans l'acte d'accusation:

Depuis longtemps l'ancienne reine Caroline et son principal agent, le prince de Canosa, désespérés de voir avorter tous leurs projets de révolte et d'assassinat dans le royaume de Naples, avaient juré la mort du ministre de la police générale, qu'ils savaient être le principal obstacle à leurs horribles tentatives. La famille Viscardi leur parut la plus propre à faire réussir leur infernal dessein; et en effet ils ne pouvaient pas mieux placer leur confiance. Un seul trait entre mille suffira pour le prouver. Le chef de cette famille, apothicaire à Naples, avait, en 1799, composé une eau pour empoisonner le pain qui se distribuait aux soldats français; et ce qui est démontré par des pièces originales, il osa, lors-

que la cour de Caroline rentra à Naples, demander une récompense, qui lui fut accordée sur-le-champ. Tous les membres de cette même famille se trouvaient dans la conspiration de 1807; mais la clémence du roi les rendit à la liberté, et voici comment ils en usèrent.

Viscardi avait un fils à Palerme; c'est là que dans un conseil de la reine, tenu le 26 janvier, on lui remit la machine infernale qui devait servir à ses projets. Le 27, il arriva à Ponza, rocher situé en face de Gaète; le 28, il débarqua à Naples, et dans les journées des 29 et 30, réuni à sa famille et à ses autres complices, il plaça la machine sous l'auvent de la boutique de Viscardi père, laquelle se trouvait au-dessous des appartemens du ministre de la police. La machine fut ensuite portée pendant la nuit dans un laboratoire situé sous l'antichambre que devait traverser le ministre pour se rendre dans l'intérieur de ses appartemens. Ils avaient attaché à cette machine une mèche dont la longueur était combinée avec le tems qui était nécessaire au ministre pour monter l'escalier du premier; et cette mèche devait mettre le feu à la machine au moment même où S. Exc. se trouverait au centre de l'explosion.

A quatre heures après midi le ministre sort de son palais, et se rend chez le marquis de Gallo. Les conjurés l'observent; mais leurs préparatifs n'étant pas encore terminés, ils achevent leur travail. A six heures tout était disposé, la machine était placée dans un trou pratiqué au mur, la mèche était préparée, et on n'attendait, pour y mettre le feu, que le retour du ministre. Pascal Viscardi va avertir son père, et lui dit: *Tout est prêt, quand le bal sera fini, nous nous embarquerons.* Les conjurés savaient que le ministre avait coutume de rentrer à une heure après-midi: au milieu de la nuit ils se réunissent tous sur le rivage, et font approcher la barque conduite par leurs compagnons de Sicile. Pascal Viscardi reste seul sur le quai. A minuit et demi, le carrosse du ministre traverse rapidement la promenade de Chiaja et entre dans la cour. Positano, l'un des brigands, s'introduit aussitôt dans le laboratoire de l'apothicaire, met le feu à la mèche, et revient promptement rejoindre ses complices dans les bosquets des jardins royaux. Après six ou sept minutes, le ministre se trouvait déjà dans sa chambre à coucher, située du côté opposé à la boutique de l'apothicaire, lorsqu'il entend une explosion terrible qui fait écrouler une partie de la maison. Les assassins voyant le succès de leur crime courent à leur barque, et prennent la fuite. Le ministre se précipita sur son balcon, et crut que c'était l'effet d'un tremblement de terre. On sait par quel prodige il fut sauvé, et comment sa fille et son gendre, après une chute de plus de 40 pieds de haut, furent retirés des décombres du palais, couverts de blessures qui donneront les plus grandes inquiétudes pour la vie d'une femme enceinte de plusieurs mois.

L'activité du procureur-royal, M. Agresti, a été telle que tous les conjurés ont été saisis, à l'exception de Paul Viscardi.

Le jugement a été prononcé en présence des accusés, qui ont eu la plus grande latitude pour leur défense, et devant un auditoire composé de plus de 2000 personnes, qui ont applaudi à la justice du tribunal, et n'ont pas entendu sans horreur les détails d'un complot qui devait coûter la vie à tant d'individus pour en faire périr un seul.

(*Journal de l'Empire.*)

ROYAUME D'ITALIE.

Milan, le 15 juin.

Par différens décrets, S. A. I. le prince viceroy a ordonné la publication dans les trois nouveaux départemens de Metauro, Musone et Tronto, 1° des statuts constitutionnels du royaume d'Italie; 2° du concordat avec le Saint-Siège, conclu à Paris le 16 septembre 1803; 3° du décret royal du 8 juin 1805, sur l'organisation du clergé séculier et régulier; 4° du décret du 14 mars 1807, qui déclare national et le seul en usage dans toutes les églises du royaume d'Italie, le catéchisme approuvé par le cardinal Caprara, archevêque de Milan; 5° du décret du 26 avril 1808, sur les biens des abbayes et commandes de quel que ordre étranger que ce soit, ainsi que sur les biens des écoles, confraternités et autres congrégations laïques, sous quelque dénomination que ce soit. Les directions des domaines prendront immédiatement, au nom du roi, possession des biens et revenus qui, en exécution des décrets du

8 juin 1805 et du 25 avril 1806, sont échus à l'Etat. Les membres des corporations religieuses compris dans les dispositions précédentes, resteront dans leurs couvens actuels jusqu'à ce qu'il ait été statué sur leur concentration.

(Idem.)

ANGLETERRE.

Londres, le 28 mai.

(Extrait du Courier.)

On assure que les troubles de Manchester ont été apaisés. C'est avec la plus extrême répugnance qu'on a eu recours à la force militaire, et les soldats se sont conduits aussi bien qu'il était possible de s'y attendre. Nous savons combien il est difficile de faire entendre raison à des personnes qui souffrent. La détresse des ouvriers est grande, sans doute; mais ils ne peuvent s'en prendre au gouvernement, qu'on ne peut accuser, ni d'inconduite, ni d'aucune mesure oppressive. Ces malheurs, il est vrai, peuvent être le résultat de la guerre; mais d'une guerre provoquée par l'ennemi. Nous ne pouvons faire avec lui une paix honorable. Il ne veut faire la paix qu'à des conditions qui rendraient notre situation pire qu'elle ne peut l'être par la guerre la plus longue. Il faudrait d'ailleurs ne pas perdre de vue, que des troubles, loin d'accélérer la paix, ne peuvent qu'en reculer l'époque (1).

M. Perceval, chancelier de l'échiquier, a proposé les conditions du nouvel emprunt, qui sera pour l'Angleterre

de.....	Liv. sterl.
8,000,000	
Et pour l'Irlande.....	2,500,000

Total.....	10,500,000
------------	------------

Il y aura de plus une émission de 1,500,000 en billets de l'échiquier, pour le compte de la compagnie des Indes-Orientales;

Et un second emprunt de..... 2,000,000 pour l'Irlande, dont 1,250,000 liv. seront prêtés par la Banque d'Irlande, et 750,000 liv. par des compagnies.

Total.....	14,000,000
------------	------------

— Trois pour cent consolidés, 67 $\frac{1}{2}$.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

Gottembourg, le 20 mai 1808. — On dit qu'on a embarqué à bord de la flotte suédoise, à Carlskrona, 2000 hommes, et 2000 à Calmar, et qu'elle a fait voile pour l'île de Gothland pour en chasser les Russes. L'amiral Hood a, dit-on, fait voile pour la même destination. La flotte et l'armée anglaises sont toujours dans ce port et nous ignorons quelle sera leur destination.

Nous apprenons par une poste extraordinaire arrivée ce matin, que les Suédois ont remporté de grands avantages contre les Russes dans la Haute-Finlande, près de Gamla-Carlily; qu'ils ont fait beaucoup de prisonniers et enlevé une grande quantité de munitions. Nous n'avons rien de nouveau de la Norvège.

Stockholm, le 15 mai. — S. M. a reçu avant-hier le rapport suivant du général comte Klingspor, en date du 2 de ce mois:

« Les troupes russes ayant continué de battre en retraite depuis l'affaire de Rewolax, j'ai pris une autre position qui non-seulement me met à même de poursuivre nos opérations offensives contre l'ennemi, mais aussi de résister vigoureusement à toute mesure offensive qu'il pourrait juger convenable de reprendre.

« Le 30 avril, je marchai de Limmingo à Karankanda. J'arrivai hier à Sikajocki, et aujourd'hui je suis entré à Brahested.

« La première brigade doit marcher aujourd'hui pour Lumijocki.

« La seconde brigade s'est mise en marche, le 30 avril, de Lumijocki pour Sikajocki, et est arrivée aujourd'hui à Patijocki, à un demi-mille d'ici.

(1) Comment les Anglais peuvent-ils dire les conditions auxquelles la France veut faire la paix? qui connaît ces conditions? veut-on parler de celles qui furent proposées au lord Lauderdale? Mais quel est l'Anglais qui ne regrette pas qu'on ne les ait point acceptées, et qui se flatte d'en obtenir de plus avantageuses?

S'agirait-il de conditions nouvelles depuis que le Continent tout entier s'est réuni contre l'Angleterre? Mais comment l'Angleterre les connaît-elles, puisqu'elle a éloigné les ambassadeurs d'Autriche et de Russie, sans vouloir même entamer les négociations?

Les manufactures d'Angleterre souffrent; il faut en échanger les produits à coups de canon. Les événements les plus extraordinaires se passent sur le Continent. D'autres événements peuvent avoir lieu encore. Le sang anglais va se répandre sur les plages du Nord, pour la lutte la plus extravagante qu'on puisse imaginer.

« La troisième brigade se mit en marche, le 29 avril, de Lumijocki, y séjourna le 30, et arriva ici hier.

« La quatrième brigade qui, depuis le combat près de Rewolax, a occupé cette place, doit se mettre en marche aujourd'hui pour Viliandi, et le commandant de cette brigade doit, d'après les ordres que je lui ai donnés, envoyer de forts détachemens à Aulais à la poursuite de l'ennemi, et les faire arriver, s'il est possible, jusqu'à Kilajocki, afin de couper à l'ennemi sa retraite sur Pyhajocki.

« La cinquième brigade couvre le flanc gauche de l'armée, et occupe les environs de Frantzila.

« Afin de tirer tout l'avantage possible d'une levée en masse des habitans de cette province, j'ai jugé convenable de publier la proclamation dont je joins ici une copie:

« Pour célébrer les avantages signalés remportés sur l'ennemi, le 18 avril, près de Sikajocki, et, le 27, près de Rewolax, j'ai fait chanter, hier, un *Te Deum* dans toute l'armée, et j'ai, d'après les ordres très-gracieux de votre majesté, distribué les médailles destinées à récompenser les services militaires, à ceux qui se sont le plus distingués dans ces journées à jamais mémorables.

Au quartier-général, à Brahested, le 2 mai 1808.

M. KLINGSPOR.

PROCLAMATION.

Comme il a plu au Tout-Puissant d'accorder aux armes de S. M. deux victoires signalées sur le perfide ennemi de ce pays, qui y est entré les armes à la main, et s'est efforcé par des insinuations insidieuses de détruire l'attachement que portent à leur roi les habitans d'une province célèbre dans tous les tems pour son inébranlable loyauté; je vous invite, bons et fideles Bothniens orientaux, mes chers et dignes amis, à rendre tous les services possibles à la brave armée que j'ai l'honneur de commander, à fournir aux troupes des provisions, et autant qu'il vous sera possible, à joindre vos efforts à ceux de vos freres d'armes pour détruire notre perfide ennemi qui est venu pour vous réduire à la misère et à l'opprobre.

MAURICE KLINGSPOR.

(Gazette de Stockholm, le 15 mai.)

Stockholm, le 16 mai. — S. M. a reçu, hier, du général comte Klingspor le rapport suivant, adressé à ce dernier par le colonel Sandals, chef de brigade.

« Conformément aux ordres de S. Ex. le commandant en chef, et d'après les nouvelles que je reçus, portant que Pulkila était encore occupé par les Russes, je me mis, hier, en mouvement à trois heures de l'après-midi, avec une division de la 5^e brigade de Frantzila, et je marchai pendant la nuit en trois colonnes sur Pulkila, distant de 3 milles un quart de la première place. Ce matin à trois heures, j'ai attaqué les postes avancés qui ont été pris ou repoussés. A quatre heures, la principale attaque s'est engagée et a duré, non-obstant la plus vigoureuse résistance de la part de l'ennemi, jusqu'à sept heures, où les Russes environnés de toutes parts, et attaqués à la bayonnette, furent forcés de se rendre.

« Indépendamment d'un nombre considérable de tués et de blessés qu'il n'est pas encore en mon pouvoir d'évaluer, l'ennemi a perdu deux drapeaux, un canon de cuivre de six livres de balle, et une grande quantité d'armes et de munitions qui sont tombées en notre pouvoir. Le lieutenant-colonel Abukoff qui commandait les troupes russes, 5 officiers, 18 bas-officiers, 4 tambours, 21 cosaques avec leurs chevaux, et 197 soldats d'infanterie ont été faits prisonniers.

J'ai envoyé tous les prisonniers à Frantzila pour y attendre les ordres de S. Exc.

Pulkila, le 2 mai 1808.

J. A. SANDALS.

(2)

(2) Les Anglais triomphent des grands succès de leur allié le roi de Suède. Mais où les a-t-il obtenus? n'est-ce pas près d'Ulleborn, c'est-à-dire à l'extrémité de la Finlande, à 150 lieues d'Abo, à 150 lieues de la frontière de Russie. Qui ne sent le peu d'importance de ces petits succès contre une armée qui en deux mois de tems rejette son ennemi à 160 lieues, s'empare de ses places, de ses flottes, de tous ses magasins, de toutes ses villes, fait plus de 10,000 prisonniers.

Qu'une telle armée ainsi accoutumée à ne plus trouver de résistance, à mépriser son ennemi, hasarde des avant-gardes, nous concevons cela. Nous n'avons pas les relations russes, mais nous savons par les détails généraux que nous avons de la campagne, que le général russe Balachef a été surpris à Rewolax. — Vous croiriez sans doute que ce général, après avoir reçu cinq blessures, a eu 2 ou 3 mille hommes blessés ou pris; mais le général Balachef n'avait avec lui que 800 hommes d'infanterie, 4 pièces de canon et 500 Cosaques.

Une autre brigade suédoise a attaqué le poste de Pulkila, et là, dit-on, a fait prisonniers 197 soldats. Voilà, en vérité, deux grandes et étonnantes victoires. O Charles XII! ô Gustave-Adolphe, était-ce pour de pareils succès que les cris d'allégresse retentissaient dans vos camps!

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 27 mai.

PÉTITION DES CATHOLIQUES D'IRLANDE.

Lord Grenville a fait la motion que la pétition des catholiques d'Irlande fût renvoyée à l'examen d'un comité.

Cette question importante, a dit sa seigneurie, qui va nous occuper aujourd'hui, a été ajournée dernièrement à cause de l'absence de mon noble ami (lord Grey), que des malheurs domestiques et des affaires particulières ont forcé de quitter Londres. Je l'attendais ces jours-ci; mais voilà qu'un nouveau malheur le retient encore, et il m'écrit pour m'exprimer ses regrets, et pour m'autoriser à déclarer qu'il ne fut jamais plus attaché à la cause des catholiques d'Irlande, que dans les circonstances actuelles.

Il est vrai que jamais les circonstances n'ont parlé aussi fortement en faveur de la question qui nous occupe. La tranchée est ouverte, l'ennemi est à nos portes, et il me semble déjà entendre la trompette sonnant la charge. C'est dans ce moment d'alarme que quatre millions de nos freres s'adressent au parlement pour obtenir leur affranchissement. Ils ne forment avec nous qu'un seul vœu, celui de défendre la patrie contre toute invasion étrangère; et s'ils partagent nos dangers ne doivent-ils pas partager tous nos avantages? Ce grand-homme d'Etat, dont le nom seul sera toujours d'un si grand poids, M. Pitt n'avait rien plus à cœur que d'augmenter les bienfaits de l'Union, en délivrant les catholiques du joug odieux qui pesait encore sur eux. Dans nos conversations intimes, il m'a souvent communiqué ses idées à ce sujet, et si la pétition est renvoyée à l'examen d'un comité, je ferai part à la chambre du plan que mon honorable ami avait conçu pour la prospérité future de l'Irlande.

On nous objecte l'influence de la cour de Rome sur les évêques et l'autorité absolue que ceux-ci exercent sur le clergé et sur les catholiques.

Le fait est que la Finlande est perdue sans ressource pour les Suédois; que la marche des Russes a été vive; que jamais conquête aussi importante n'a été faite en moins de tems; que jamais on n'obtint des succès avec moins de peine, et qu'on ne conquît une province avec moins de résistance.

Nous avons supposé dans cette note que la relation suédoise est exacte; mais les Français connaissent le ton ampoulé et l'exagération des relations suédoises.

Lorsque les Suédois firent une invasion dans la Poméranie, leurs partis surprisrent quelques hommes isolés, et quelques magasins d'armes de chasse provenant de désarmemens. Ils publièrent aussitôt qu'ils avaient fait plusieurs milliers de prisonniers; qu'ils avaient pris des magasins d'armes, des arsenaux; tout cela fut étalé dans des relations de 15 à 20 pages. Il en est probablement de même des événemens qu'ils racontent aujourd'hui; événemens d'ailleurs qui, fussent-ils tels que les Suédois les rapportent, ne peuvent leur faire oublier les 10,000 hommes, les 8 frégates, les 100 chaloupes canonnières, et les 500 pièces de canon qu'ils ont perdus depuis deux mois.

Quant aux Anglais, nous sommes enchantés de savoir qu'ils débarqueront sur le Continent et viendront au secours de la Finlande. S'ils débarquent autre chose que des Allemands, c'est-à-dire, des soldats nés Anglais, ils se retireront au mois de novembre et abandonneront leur allié au moment du danger; si, par un sentiment d'honneur, ils restent en Suède après le mois de novembre, nous verrons s'il existera encore un Anglais sur le continent de la Suède au mois de mars.

Comment une nation qui calcule et raisonne, peut-elle avoir la prétention de défendre la Suède contre la Russie, la France, le Danemarck? Mais l'armée française n'est point passée en Scanie, et certes si elle y eût passé, les Anglais n'eussent pas pensé à se jeter en Suède. L'armée anglaise, puisqu'elle doit débarquer, va se trouver placée entre la honte de se retirer avant les glaces et la certitude d'une destruction totale.

Au lieu de cette campagne imprudente, si la voix de la sagesse eût été écoutée, Manchester ne serait point révolté, les manufactures anglaises ne seraient pas en souffrance, l'armée anglaise n'irait point en Finlande, la Suède n'aurait pas perdu une de ses provinces, l'Espagne n'aurait point éprouvé de secousse, la maison de Bragance serait retournée à Lisbonne et le Monde serait en paix.

Au lieu de cela, les trônes de Madrid et de Lisbonne sont occupés par la maison de France, la Finlande est perdue pour la Suède, et l'armée anglaise en Finlande est plus hasardee que si elle avait été abandonnée sur l'Océan sans eau ni biscuit.

Il reste cependant une ressource au ministère anglais, c'est de chercher querelle à ce malheureux roi de Suède, et de l'abandonner sous quelque vain prétexte avant le moment des glaces.

La Russie, la France, le Danemarck, tout le Continent doivent désirer, non pas que l'Angleterre envoie 12 mille hommes, mais qu'elle envoie 60 mille Anglais en Suède, et la destruction de cette armée achèvera celle de l'Angleterre. Mais tout porte à penser que les Anglais envieront tout au plus en Suède 6 mille nationaux et 5 à 6 mille étrangers.

Un plan de campagne n'est pas toujours tel qu'il doit être développé et terminé dans un mois ou deux. Il en est qui sont médités pour plusieurs campagnes; mais ici la prévoyance du ministère anglais ne va pas même à la moitié d'une.

Que ferez-vous de votre armée de Suède au mois de novembre? Nous avons la générosité de le demander au ministère anglais!!!

Mais cette objection n'a plus lieu aujourd'hui que les évêques ont déclaré qu'ils se soumettraient au roi pour la nomination à tous les évêchés. N'est-il pas convenable d'assurer une existence à des hommes qui ne vivent que de contributions volontaires, et qui exercent leur ministère sur près de quatre millions d'âmes ? On insiste beaucoup sur le refus que font les catholiques de prêter le serment de suprématie. Mais leurs scrupules à ce sujet ne proviennent que d'une simple croyance de foi, qui n'a aucun rapport avec l'autorité temporelle du souverain et de l'Etat. Ce n'est que sa puissance spirituelle qu'ils refusent de reconnaître. Mais la constitution ne suppose pas un pouvoir spirituel dans la personne du roi, et sa suprématie n'est pas telle qu'elle fut imaginée par Henri VIII. L'Eglise d'Ecosse ne reconnaît pas non plus de pouvoir spirituel dans le roi. Il sera facile de lever toutes ces difficultés en adoptant une formule qu'avait imaginée M. Pitt pour remplacer le serment de suprématie, et qui en tiendra lieu sans blesser la conscience des catholiques. Il ne peut plus être question des Stuart, aujourd'hui que cette famille est tout-à-fait éteinte. Quant au prétendu pouvoir du pape de déposer les rois, il est constant que les catholiques ne reconnaissent pas cette doctrine ; elle a été rejetée par les Universités les plus célèbres du Continent, et la cour de Rome elle-même a positivement déclaré en 1792, qu'elle ne professait pas cette doctrine. On a aussi allégué les dangers de l'excommunication ; mais cette mesure ne touche que le spirituel, et depuis longtemps elle n'a eu lieu en Irlande.

C'est en 1778 qu'on a commencé l'abolition des lois pénales établies contre les catholiques d'Irlande, et l'état de misère et d'oppression dont ce pays est sorti dans l'espace de 30 ans, est une preuve qu'il ne reste plus qu'un pas à faire pour le rendre aussi florissant que le reste de la Grande-Bretagne. Vous avez beaucoup fait pour les Irlandais, mais vous n'avez fait que remplir les devoirs de l'humanité envers des frères. Ce qui vous reste à faire aujourd'hui, c'est une grande mesure politique que vous devez adopter et qui serrera à jamais les liens qui unissent les deux peuples. Si les catholiques irlandais sont pénétrés comme nous des dangers de la patrie, s'ils brûlent du désir de la défendre, laissez-leur aussi entrevoir les récompenses et les honneurs qui sont le prix de la valeur et d'un noble dévouement. Qu'il leur soit permis d'aspirer aux premières places, et vous verrez avec quelle ardeur ils s'en rendront dignes ? Jamais les circonstances ne furent plus urgentes. Nous voyons toutes les forces de l'Europe entre les mains d'un seul homme, et cet homme est le plus formidable ennemi que nous ayons jamais eu à combattre. Ce n'est que par l'union que nous pouvons espérer de triompher, et la mesure que je vous propose a pour objet de doubler nos forces et d'ôter à notre ennemi l'avantage que nous lui laisserions encore de pouvoir nous désunir. Cependant à Dieu ne plaise que je conçoive la moindre défiance sur les dispositions des fideles sujets dont je défends la cause : je connais leur dévouement, et c'est parce que j'en suis convaincu, que je voudrais enfin qu'ils en reçussent le prix.

Je propose que leur pétition soit renvoyée à l'examen d'un comité.

Lord Sidmouth a observé que c'était faire injure aux catholiques de supposer qu'il fallût s'assurer de leur fidélité dans le moment du danger en leur promettant des récompenses. Il s'agissait de leur ouvrir la porte aux grands emplois et aux places dans le parlement, et ces sortes de distinctions ne pouvaient être le partage que d'un très-petit nombre d'entr'eux. Ce n'était pas par opposition à la maison des Stuart que la révolution avait eu lieu, mais bien pour détruire des principes incompatibles avec les libertés civiles et religieuses de la nation. Ces mêmes principes, on n'empêchera pas qu'ils ne germent toujours dans le cœur des catholiques, et il y aurait toujours le même danger à les appeler aux emplois supérieurs.

Lord Moira a dit qu'il eût été à désirer que cette discussion eût été ajournée à un autre tems ; mais que puisque la motion avait été faite, il croyait de son devoir de l'appuyer ; qu'il fallait bien se persuader que les catholiques d'Irlande ne cesseraient jamais d'adresser la même réclamation au parlement, et qu'on finirait tôt ou tard par combler leurs vœux ; que d'après cette intime conviction, la politique commandait de leur accorder aujourd'hui ce qui nécessairement leur serait accordé par la suite ; que l'Angleterre était dans une crise très-alarmante et aux prises avec l'ennemi le plus redoutable et le plus habile qu'elle eût encore eu à combattre, et qu'il serait très-impolitique de décourager par un refus, une population de trois millions d'individus.

L'évêque de Norwich a parlé en faveur de la motion. Il a cité Blackstone, qui, dans ses Commentaires, dit que si jamais le pouvoir du Pape venait à s'affaiblir, et qu'il n'y eût plus de pré-

tendant à la couronne d'Angleterre, il faudrait alors abolir toutes les lois pénales. La puissance du Pape est éteinte, il n'existe plus aucun Stuart, et les circonstances sont telles que nous avons besoin de réunir toutes nos forces contre notre formidable ennemi.

Les évêques de Hereford et de Bangor ont parlé contre la motion.

Lord Hutchinson a dit qu'il faudrait bientôt ou tard en venir là, que le pouvoir du Pape n'existait plus et que dans un moment d'alarme et de danger, il ne fallait songer qu'à armer tous les bras pour la défense commune.

Lord Mulgrave a reproché à lord Grenville le silence qu'il a gardé sur l'affaire des catholiques lorsqu'il était dans le ministère. Si cette mesure était si nécessaire au salut de l'Empire, pourquoi le noble lord ne l'a-t-il pas déclaré alors ?

Le duc de Norfolk, lord Erskine et lord Holland ont parlé en faveur de la motion.

Lord Hawkesbury a dit qu'il était convaincu que la constitution ne pouvait exister qu'avec un gouvernement composé entièrement de protestans, et qu'il espérait bien que jamais les catholiques ne seraient admis aux premiers emplois. Que depuis trente ans on ne cessait de leur accorder des grâces, et qu'ils étaient insatiables dans leurs demandes. Le danger était grand sans doute ; mais fallait-il détruire une des plus fermes bases de la constitution ? Au commencement du règne du roi Guillaume, le pays était exposé à des invasions formidables, les flottes françaises disputaient aux nôtres l'empire de la mer, l'Irlande était ébranlée par des factions, et il existait en Angleterre un parti puissant dévoué aux Stuart ; cependant, malgré tous ces dangers, le gouvernement pensa-t-il jamais à sacrifier l'intérêt des protestans ? Non, il sentait que la constitution était la première sauvegarde de l'Etat, et que l'établissement des protestans en était la base fondamentale.

Lord Grenville a répondu que les tems étaient bien changés. Que depuis lors on s'était tellement relâché en faveur des catholiques, qu'il n'y avait aucun danger à leur accorder cette dernière demande, qui était devenu comme une dette qu'il faudrait acquitter tôt ou tard.

On est allé aux voix.

Pour la motion..... 74

Contre..... 161

Majorité contre la motion..... 87

(Extrait du Courier.)

INTÉRIEUR.

Paris, le 21 juin.

Conformément aux ordres de S. M. l'EMPEREUR ET ROI adressés à S. Exc. le ministre des cultes, S. Em. le cardinal-archevêque de Paris sera inhumé dans l'église métropolitaine.

Les funérailles seront faites avec la plus grande solennité. S. A. S. Mgr le prince archi-chancelier de l'Empire ayant fait connaître que, d'après l'autorisation de S. M., il assisterait à la cérémonie, MM. les vicaires-généraux se sont rendus auprès de S. A. S. pour la fixation du jour et de l'heure des obsèques : il a été réglé qu'elles auraient lieu samedi 25 de ce mois, à dix heures du matin.

On se conformera aux dispositions du décret du 24 messidor an 12.

JUNTE GÉNÉRALE.

Première séance.

La Junte espagnole s'est assemblée pour la première fois le 15 de juin de la présente année 1808, à midi, dans la ville de Bayonne et dans le palais appelé de l'Ancien Evêché, où l'on avait préparé une salle à cet effet, sous la présidence de S. E. Don Michel-Joseph d'Azanza, conseiller-d'état et ministre des finances ; les secrétaires de la Junte étant S. E. le chevalier d'Urquijo, conseiller honoraire d'état, et D. Antoine Romanillos, membre du conseil des finances et secrétaire du roi en exercice.

Après la vérification des pouvoirs des membres de la Junte, il a été donné lecture d'un ordre circulaire du conseil de Castille pour la publication du décret de S. M. I. et R. l'EMPEREUR DES FRANÇAIS, qui proclame roi des Espagnes et des Indes son auguste frère Joseph-Napoléon, auparavant roi de Naples et de Sicile.

La teneur de cet acte est comme il suit :

Aujourd'hui, en plein conseil, il a été fait lecture de l'ordre royal et du décret saïvans, adressés au doyen du conseil :

Illustrissime Sr., par le décret suivant remis à la Junte suprême de gouvernement par S. A. I.

le grand-duc de Berg, lieutenant-général du royaume, S. M. I. et R. l'EMPEREUR DES FRANÇAIS ET ROI D'ITALIE a daigné proclamer roi des Espagnes et des Indes son auguste frère Joseph-Napoléon, actuellement roi de Naples et de Sicile. Je le transmets à V. S. I. par ordre de S. A. I. et d'après la délibération de la Junte, afin que le conseil l'exécute, le fasse imprimer, publier et circuler immédiatement.

Le conseil verra dans cette suprême détermination de S. M. I., la sagesse de sa prévoyance, et la preuve la plus évidente de ses bienfaisantes intentions envers la nation espagnole.

Le proclamer son roi, c'est dire combien elle doit se promettre de ses soins paternels, et placer sur le trône d'Espagne son auguste frère, c'est unir pour toujours les intérêts et la gloire de la France avec les intérêts et la gloire de l'Espagne.

S. A. I. et la Junte, qui savent si bien que parmi les qualités qui caractérisent plus particulièrement ce souverain, se trouve l'amour de la justice et la bienfaisance, ajoutent encore à l'espoir des biens déjà promis par la proclamation antérieure, celui de les voir bientôt se réaliser avec beaucoup d'autres, que sans doute S. M. s'est réservée d'annoncer elle-même quand elle se présentera à ses peuples et à son arrivée dans cette capitale.

Au palais, ce 11 juin 1808.

Signé, SÉBASTIEN DE PINUELA.

A M. le doyen du conseil.

Extrait des minutes de la secrétairerie d'Etat.

NAPOLÉON, par la grace de Dieu, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, PROTECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

La Junte d'Etat, le conseil de Castille, la ville de Madrid, etc., etc., nous ayant par des adresses fait connaître que le bien de l'Espagne voulait que l'on mit promptement un terme à l'interregne, nous avons résolu de proclamer, comme nous proclamons par la présente, notre bien aimé frère Joseph Napoléon, actuellement roi de Naples et de Sicile, roi des Espagnes et des Indes.

Nous garantissons au roi des Espagnes l'indépendance et l'intégrité de ses Etats, soit d'Europe, soit d'Afrique, soit d'Asie, soit d'Amérique.

Enjoignons au lieutenant-général du royaume, aux ministres, et au conseil de Castille, de faire expédier et publier la présente proclamation dans les formes accoutumées, afin que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance.

Donné en notre palais impérial de Bayonne, le 6 juin 1808.

Signé, NAPOLÉON.

Par l'Empereur,

Le ministre secrétaire-d'Etat, signé, H. B. MARET.

Le conseil, après lecture, ordonne que l'ordre royal et le décret seront immédiatement imprimés, publiés et mis en circulation dans les formes accoutumées.

Je le communique à V. Ex. par ordre du conseil ; veuillez m'en accuser la réception.

Madrid, le 11 juin 1808.

BARTHELEMI MUNOZ.

La lecture des actes ci-dessus achevée, S. Ex. M. d'Azanza, président de la Junte, a prononcé le discours suivant :

Messieurs,

« C'est une tâche bien douce et bien glorieuse, que de contribuer à la félicité de sa patrie en travaillant au bien de la génération présente et de la postérité. Tel est en effet le grand et important objet qui nous réunit aujourd'hui dans cette respectable assemblée, convoquée par ordre et sous les auspices du héros de notre siècle, l'invincible NAPOLÉON, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE. Graces et gloire immortelle à cet homme extraordinaire qui nous rend une patrie que nous avions perdue. Depuis des siècles nous étions entièrement séparés du gouvernement, et il était confié tantôt à des hommes astucieux qui ne songeaient qu'à assujettir le peuple avec adresse, tantôt à des souverains faibles et sans caractère, pour qui régner n'était autre chose que de se livrer à leurs plaisirs en abandonnant le sceptre à leurs favoris : voilà par quels degrés la nation espagnole est tombée du faite de la gloire où elle s'était élevée dans les 15^e et 16^e siècles, jusqu'à l'abîme où elle était plongée quand le dernier de nos rois a cédé le droit de la gouverner à un prince qui, pour notre bonheur, réunit tous les talens et toutes les ressources nécessaires pour lui rendre la vie, dans l'état critique où elle lui est confiée. Dans cette vue, le premier usage qu'il a fait de sa nouvelle autorité, a été de la transmettre à son auguste frère, Joseph-Napoléon, prince juste et bienfaisant qui, élevé auparavant sur le trône de Naples, a déjà donné des preuves incontestables que son gou-

vernement sera paternel et n'aura pour unique but que le bien-être de ceux qui seront assez heureux pour vivre sous ses lois. Il a voulu en outre que dans le lieu de sa résidence, et en sa présence même, se rassemblaient les députés des principales villes et autres personnes autorisées de notre pays, pour conférer en commun sur les maux que nous avons soufferts, et sanctionner la constitution que notre régénérateur daigne lui-même proposer, afin qu'elle soit la règle invariable de notre gouvernement. Tel est le but noble et glorieux pour lequel nous sommes assemblés. Il est donc nécessaire d'y fixer uniquement notre attention; et nous dépouillant de toute partialité, et des préjugés de provinces, de classes et d'états, de consacrer toutes nos facultés à la félicité commune de l'Espagne. Personne ne doit plus avoir d'intérêt séparé de ceux de la mère-patrie. Les membres d'une même famille doivent jouir également de ses avantages, et supporter avec égalité les charges nécessaires au soutien de sa splendeur. A ses yeux, comme à ceux de la loi, les moins favorisés de la fortune ne perdent rien de l'estime qu'ils méritent, ni de leurs droits à être protégés. Sacrifions chacun, en ce qui nous concerne, les avantages dont nous jouissons hors de la règle commune, et dont plusieurs sont purement imaginaires. Sacrifions-les sur l'autel de la patrie, pour élever un monument simple et grand, au lieu de l'édifice gothique et compliqué de notre gouvernement antérieur. Examinons-la bien, et nous trouverons que c'est la constitution qui convient à l'universalité de la nation sur laquelle doivent se fixer nos regards, et non sur des portions isolées et séparées. Peut-être cette union défectueuse qui portait précédemment nos provinces à rivaliser entr'elles, au lieu de se rapprocher par les mêmes liens, cause-t-elle aujourd'hui la division dont nous gémissons.

» Réunis ici, Messieurs, et chacun de nous individuellement, nous pouvons faire beaucoup pour calmer l'agitation et l'inquiétude qui troublent plusieurs villes du royaume. Nos représentations peuvent leur faire reconnaître l'erreur où les entraînent des hommes séduits ou intéressés, et nos exhortations leur arracher des mains, des armes qui ne peuvent nuire qu'à eux-mêmes. Que se proposent ces hommes mal conseillés? Croient-ils replacer de vive force les princes de la dernière dynastie sur leur trône? Et quels moyens ont-ils pour y parvenir, puisqu'il leur faut lutter contre une puissance à laquelle les plus grands Empires n'ont pu résister? L'aveuglement de quelques-uns est arrivé au point de fixer leur choix et leurs espérances sur la maison d'Autriche, en désignant l'archiduc Charles pour roi d'Espagne. Eh! que peut faire pour nous la maison d'Autriche! Peut-on se reposer sur un appui aussi éloigné et des secours aussi tardifs!

» Cependant on agit sans plan, sans accord, sans objet. Qu'en peut-il résulter? la ruine et la désolation du pays. Quant à nous, nous sommes bien convaincus de cette vérité; mais il est nécessaire de la faire connaître à ceux qui sont dans l'erreur. C'est ainsi que nous pourrions rendre nos travaux utiles et accomplir les généreux desseins du héros qui nous a assemblés. Si nous ne perdons point de vue les principes lumineux que je n'ai pu que légèrement indiquer dans ce discours, il ne faut pas douter que l'Espagne ne parvienne à recouvrer son ancienne gloire, et un jour il sera bien doux pour nous de penser que nous y avons contribué.

Après avoir entendu le discours de M. Azanza, la Junte a délibéré qu'elle irait en corps offrir l'hommage respectueux de sa fidélité à S. M. le roi d'Espagne, et lui présenter une adresse analogue aux circonstances, dont la rédaction serait soumise à l'approbation de la Junte dans sa première séance.

MINISTÈRE DU GRAND-JUGE.

Par jugement du 27 avril 1808, sur la demande de Bernard, Jean-Pierre-Symphorien et Jeanne-Marie Crouzat freres et sœurs, demeurant à Labastens,

Le tribunal de première instance à Gaillac, département du Tarn, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Raymond Crouzat.

Par jugement du 29 avril 1808, sur la demande de Jacques Lausac, fils, demeurant à Samatan,

Le tribunal de première instance à Lombez, département du Gers, a déclaré l'absence de Jean Lausac, pere.

Par jugement du 8 avril 1808, sur la demande de Jeanne-Gabrielle-Françoise Benech, et autres intéressés, demeurant à Toulouse,

Le tribunal de première instance à Toulouse, département de la Haute-Garonne, a déclaré l'absence de Bonaventure Benech.

Par jugement du 10 mai 1808, vu la demande des Dllles, Thoinnet,

Le tribunal de première instance à Nantes, département de la Loire-Inférieure, a déclaré l'absence de Séraphin Thoinnet.

Par jugement du 26 avril 1808, sur la demande de Joseph Plautier, et Christine de Richaud, son épouse, propriétaires à Meymans,

Le tribunal de première instance à Valence, département de la Drôme, a ordonné une enquête pour constater l'absence d'Etienne de Richaud, dont on n'a pas eu de nouvelles depuis 1793.

PRÉFECTURE DE POLICE.

AVIS.

Le public est averti qu'il sera procédé, à l'hôtel de la préfecture de police, le 25 juillet prochain, heure de midi, à l'adjudication au rabais, par voie de soumission cachetée, de l'entreprise générale du nettoiemment de la ville de Paris.

Il sera donné communication du cahier des charges de cette entreprise, au secrétariat de la préfecture de police, depuis 9 heures du matin jusqu'à 4.

Les soumissions seront reçues jusqu'à et compris le 5 juillet prochain.

LOTÉRIE IMPÉRIALE.

Tirage de Lyon, du 19 juin.

54. 42. 87. 18. 14.

ÉTABLISSEMENT RURAL ET IMPÉRIAL DE RAMBOUILLET.

Résultat de la totalité des prix moyens de la vente faite dans l'établissement impérial de Rambouillet, les 16, 17 et 18 juin 1808.

On a vendu 66 bœufs, savoir :

35 de 2 ans.
17 de 3 ans.
7 de 4 ans.
6 de 5 ans.
1 de 7 ans.

Prix moyen de chaque bœuf, y compris la gratification des bergers, et frais de vente. 605^f 41^c.

On a vendu 111 brebis, savoir :

7 de 2 ans.
17 de 3 ans.
13 de 4 ans.
15 de 5 ans.
24 de 6 ans.
35 de 7 ans, et au-delà.

Prix moyen de chaque brebis, y compris la gratification des bergers, et frais de vente. 286^f 59^c.

Prix moyen du kilogramme de laine, toutes les parties de la toison comprises. 6^f 7^c.

On rappellera, quant aux laines, que la bergerie impériale de Rambouillet, les vend au comptant, en francs, et sans donner les quatre au cent.

A Rambouillet, ce 19 juin 1808.

HUZARD, de l'Institut; TESSIER, de l'Institut; HOULARD, administrateur des domaines de la couronne, en-deçà des Alpes; BOURGEOIS, économe de l'établissement rural impérial de Rambouillet.

BOTANIQUE.

Plantes de la France, décrites et peintes d'après nature, par M. Jaume Saint-Hilaire. — 36^e livraison.

Cette livraison contient une figure imprimée en couleur de la bourache officinale, de la linare commune, du sedum reprise, de l'hyssope officinal, du sureau yeble, du caprier de Provence, du tammé commun et de l'aconit-tue-loup; seize pages de texte accompagnent ces huit planches, elles sont employées à faire connaître les usages, la culture, et les différens noms des plantes figurées.

On souscrit à Paris, chez l'auteur, rue des Fossés-Saint-Victor, n° 19, à raison de 9 fr. par livraison, en papier jésus, format grand in-8° et de 16 fr., en papier vélin, format in-4°. Les livraisons parviennent franches de port à Paris comme dans les départemens.

COURS DU CHANGE.

Bourse d'hier.

CHANGES EXTÉRIEUR ET INTÉRIEUR.

	à 30 jours.	à 90 jours.
	fr. c.	fr. c.
Amsterdam b ^e ..	55 $\frac{3}{4}$	56 $\frac{1}{2}$
— Courant....	57 $\frac{1}{4}$	57 $\frac{1}{2}$
Hambourg....	178	177
Madrid eff....	16 25	16
— vales.....		
Cadix effec....	16 35	15 80
— vales.....		
Barcelonne eff..	16	16 20
Lisbonne.....	480 r	485 r
Livourne.....	508	506
Naples.....	445	440
Milan.....	7 15 6 d. p. 6 ^e	7 17 6 d. p. 6 ^e
Basle.....	$\frac{1}{2}$ p.	1 $\frac{1}{2}$ p.
Francfort.....		
Auguste.....	251	249
Vienne.....	110	
St-Petersbourg..		
Lyon.....	pair.	1 $\frac{3}{4}$ p.
Marseille.....	$\frac{1}{4}$ b.	1 $\frac{1}{2}$ p.
Bordeaux.....	$\frac{1}{4}$ b.	$\frac{3}{8}$ p.
Montpellier....	pair.	
Gènes eff....	477	474
Genève.....		160 $\frac{1}{2}$

EFFETS PUBLICS.

Cinq pour c. j. du 22 mars 1808. 85 fr. 75 c.
Idem. jous. du 22 sept. 1808. 83 fr. 35 c.
Rescrip. pour rachat de rentes fonc. fr. c.
Idem. Non réclamées dans les dép. fr. c.
Actions de la Banque de France. 1345 fr. c.

Entreprises particulières.

Actions des ponts, j. du 1^{er} avril.. fr. c.
Actions des fonderies de Vaucluse. fr. c.

SPECTACLES.

Académie Impériale de Musique Aujourd'hui, Relâche.

Théâtre-Français. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR donneront aujourd'hui, Alzire, et.... M^{lle} Maillard, âgé de 16 ans et demi, élève de M. Monvel, continuera ses débuts par le rôle d'Alzire.

Théâtre de l'Impératrice, à l'Odéon, faubourg Saint-Germain. Les comédiens ordinaires de S. M. donneront auj. les Voyageurs, et les Fausses Confidences. — Dem. la Capriciosa pentita.

Théâtre de l'Opéra-Comique. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR, donneront auj. Un Jour à Paris, et....

Théâtre du Vaudeville, rue de Chartres. Auj. Colombine Mannequin, Poisson chez Colbert, et les Pages du duc de Vendôme.

Théâtre de la Gaîté, boulevard du Temple. Auj. au Théâtre des ci-devant Jeunes-Artistes, la 17^e repr. de l'Ange tutélaire, mélodrame en trois actes, préc. de M. et M^{me} Denis, ou Souvenez-vous-en, vaud.

Ambigu-Comique, boulevard du Temple. Auj. la 7^e repr. de Clara, et les Amans absents.

Cirque Olympique de MM. Franconi fils. Auj.

Panorama. Les vues des villes d'Amsterdam, et de Boulogne, sont exposées dans les deux rotondes boulevard Montmartre, depuis dix heures du matin jusqu'à six du soir. La ville de Naples et de ses environs, vient d'être exposée dans une 3^e rotonde. — Prix d'entrée, 2 fr. chaque.

Panharmonicon, rue du Lycée, près le Palais-Royal, en face du passage de la galerie de bois, au premier; l'entrée est par la Cour des Fontaines, n° 1. Grand Concert d'harmonie, les dimanche, lundi, mercredi et vendredi, à neuf heures du soir.

Cabinet de Physique de M. Lebreton, rue Bonaparte, Abbaye St-Germain. — Ce Cabinet est ouvert les mercredi, vendredi et dimanche, à sept heures du soir.

Spectacle pittoresque et mécanique de M. Pierre, rue de la Fontaine-Michaudière, carrefour Gaillon. Spectacle tous les jours, à sept heures demie, et continuation de l'intéressante collection de Pièces nouvelles annoncées par les affiches. — Prix des places, 3 fr., 2 fr. et 1 fr.